

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES

**Direction de l'Administration
et des Finances**

Service achats / marchés
publics

Dossier suivi par :
Chérazade Khalfaoui

Ligne directe :
01 49 77 26 67

E- mail :
Cherazade.khalfaoui@anses.fr

**MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA
CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU BATIMENT
DE LABORATOIRES SUR L'EMPRISE
ACTUELLE DE L'ANSES A LYON GERLAND**

Procédure 20MOE001

Cahier des clauses administratives particulières

N°14 du 15 avril 2020

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – GENERALITES	3
<i>ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....</i>	<i>3</i>
<i>ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 3 – MISSION DE MAÎTRISE D’ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS DANS L’OPERATION</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 4 – CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE</i>	<i>5</i>
CHAPITRE 2 – EXECUTION DE LA MISSION DU MAITRE D’ŒUVRE	8
<i>ARTICLE 5 - CONSULTATION DES ENTREPRISES, OUVERTURE DES OFFRES ET CHOIX DES ENTREPRISES</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 6 - CONTROLE DE L’EXECUTION DES TRAVAUX</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 7 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 8 – RECEPTION DES TRAVAUX</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 9 - ACHEVEMENT DE LA MISSION.....</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 10 – ARRET DE L’EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D’ŒUVRE</i>	<i>9</i>
CHAPITRE 3 – ENGAGEMENT DU MAITRE D’ŒUVRE ET PENALITES.....	10
<i>ARTICLE 11 - ENGAGEMENT DE LA MAITRISE D’ŒUVRE SUR LE COUT DE REALISATION DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU BATIMENT ET LES AMENAGEMENTS EXTERIEURS (ESPACES VERTS PAYSAGES, VOIES DE CIRCULATIONS DIVERSES).....</i>	<i>10</i>
<i>ARTICLE 12 - ENGAGEMENT DE LA MAITRISE D’ŒUVRE SUR LE COUT DE LA DECONSTRUCTION DES BATIMENTS EXISTANTS.</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 13 – PENALITES POUR RETARD.....</i>	<i>12</i>
CHAPITRE 4 – LIVRABLES - DELAIS	13
<i>ARTICLE 14 - PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D’ŒUVRE</i>	<i>13</i>
CHAPITRE 5 – REMUNERATION ET REGLEMENT DES COMPTES	16
<i>ARTICLE 15 – REMUNERATION DU MAÎTRE D’ŒUVRE.....</i>	<i>16</i>
<i>ARTICLE 16 – REGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D’ŒUVRE.....</i>	<i>17</i>
CHAPITRE 6 – AUTRES DISPOSITIONS.....	21
<i>ARTICLE 17 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</i>	<i>21</i>
<i>ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE.....</i>	<i>23</i>
<i>ARTICLE 19 - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX.....</i>	<i>24</i>
<i>ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES.....</i>	<i>24</i>
<i>ARTICLE 21 - ASSURANCES.....</i>	<i>24</i>
<i>ARTICLE 23 - DEROGATIONS AU CCAG-PI.....</i>	<i>24</i>
Contenu de la mission de base.....	25
Contenu des missions complémentaires.....	27

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de maîtrise d'œuvre ayant pour objet :

« La construction d'un nouveau bâtiment de laboratoires sur l'emprise actuel de l'Anses à Gerland ».

Le projet concerne la construction d'un bâtiment destiné à regrouper sur un site unique, le laboratoire lyonnais de l'ANSES et des laboratoires lyonnais et parisiens de l'ANSM.

Le bâtiment projeté sera construit sur la parcelle déjà occupée par plusieurs bâtiments abritant les activités du laboratoire ANSES de Lyon. Ces bâtiments seront conservés et maintenus en activité pendant toute la durée de construction du nouveau bâtiment.

Leur déconstruction, partie intégrante de la mission de maîtrise d'œuvre sera réalisée après mise en service du nouveau bâtiment et entrée dans les lieux des occupants.

Les travaux de déconstruction seront réalisés en deux étapes et comprendront:

- Pour permettre la construction du nouveau bâtiment : la démolition d'une rampe et des petits bâtiments situés sur l'emprise de la future construction.
- Après l'installation des équipes ANSES dans le nouveau bâtiment réceptionné et mis en service : la démolition des bâtiments principaux.

Les aménagements des espaces extérieurs et la remise en état du terrain après déconstruction seront réalisés au fur et à mesure, en suivant les différentes étapes de libération des emprises.

Ce marché passé en application de l'article R 2122-6 du Code de la commande publique fait suite à un concours restreint de maîtrise d'œuvre organisé par le maître d'ouvrage, conformément aux articles L 2125 2°, R 2162-15 à R 2162-26 du Code de la commande publique et en application du livre IV (dispositions propres aux marchés publics liées à la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre) du Code de la commande publique.

1.2 - Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages : bâtiment.

La nature des travaux est : construction neuve.

1.3 - Durée du marché

La durée prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de 54 mois à compter de sa date de notification, périodes de garantie de parfait achèvement et de déconstruction des bâtiments existants sur le site incluses.

1.4 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché, dénommé dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'œuvre", est désigné dans l'acte d'engagement.

1.5 - Cotraitants

1.5.1. Groupement de maîtrise d'œuvre

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

1.5.2. Le mandataire

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-PI, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours calendaires, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

1.6 – Sous-traitants

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-PI et aux dispositions du code de la Commande publique.

1.7 Nantissement – cessions de créances

En même temps que la notification du marché, il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément aux dispositions des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier (ancienne loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 dite loi Dailly).

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissante, en dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI :

2.1 - Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- le programme technique et ses annexes et tout autre document remis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la phase projet du concours
- les pièces écrites et graphiques remises par le titulaire dans le cadre de la phase projet du concours.

2.2 - Pièces générales :

- le code de la Commande publique (CCP, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019),
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (NOR : ECEM0912503A),
- l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

ARTICLE 3 – MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPERATION

3.1 - Contenu de la mission

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I et III de l'arrêté du 21 décembre 1993 et repris en annexe du présent CCAP.

La mission confiée au maître d'œuvre, titulaire du présent marché, est constituée des éléments suivants :

MISSION DE BASE	Esquisse	ESQ
	Avant projet sommaire	APS
	Avant projet définitif	APD
	Etudes de projet	PRO
	Assistance à la passation des contrats de travaux	ACT
	Visa des documents des entrepreneurs	VISA
	Direction de l'exécution des travaux	DET
	Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR
MISSIONS COMPLEMENTAIRES	Synthèse des études d'exécution	EXE partielle
	Accompagnement au commissionnement des installations techniques du bâtiment	
	Démolition des bâtiments présents sur le site	

3.2 - Mode de dévolution des travaux

Conformément à l'article R 2432-1 du CCP, le choix définitif du mode de dévolution sera arrêté au plus tard à la réception de l'avant-projet définitif (APD).

3.3 - Conduite d'opération

La mission est assurée par l'Anses.

3.4 - Contrôleur technique

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement. Le nom et les références du contrôleur technique désigné seront alors communiqués par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre.

3.5 - Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination sera attribuée ultérieurement. Le nom et les références seront alors communiqués par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre.

3.6 - Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement. Le nom et les références du coordonnateur désigné seront alors communiqués par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

4.1. Informations réciproques des cocontractants

4.1.1. Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire)
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il l'en informe.

4.1.2. Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

4.1.3. Secret professionnel

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le maître d'œuvre s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

4.1.4. Traitement des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public de maîtrise d'œuvre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (dit Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) et la loi n°78 17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

4.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

4.3. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

4.4. Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

En dehors du maître de l'ouvrage qui conserve ses prérogatives, le titulaire est seul habilité à émettre des ordres de service à destination des entrepreneurs.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux (modifié par l'arrêté du 3 mars 2014).

L'ordre de service prescrivant de commencer les travaux doit rappeler le délai d'exécution fixé par le calendrier contractuel des travaux. En aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier l'ordre de service relatif à la notification de la date de commencement des travaux sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage.

En aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra délivrer un ordre de service commandant des modifications aux marchés de travaux sans avoir recueilli préalablement l'accord exprès du maître d'ouvrage (cf. article 4.5).

De même, en aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra notifier, par ordre de service, des prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus sans avoir reçu au préalable l'accord du maître d'ouvrage sur ces prix. Dans ce but, le maître d'œuvre fournira tous les renseignements et justifications utiles au maître d'ouvrage pour lui permettre de vérifier le bien-fondé des prix proposés.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la notification de l'accord du maître d'ouvrage sur la nature et le prix des travaux, pour délivrer l'ordre de service correspondant.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le taux par jour de retard, compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris dimanches et jours fériés, est fixé à 100 Euros HT.

4.5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

Par dérogation et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'œuvre, des fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires pourront être émises par celui-ci ; elles définiront :

- le fait générateur des travaux non prévus,
- la définition des travaux non prévus avec la limite des prestations de chaque entreprise.

Les entreprises concernées doivent fournir un devis des travaux modificatifs ou supplémentaires dans le délai précisé par la fiche, qui ne peut être inférieur à deux (2) jours calendaires.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour vérifier les devis des entrepreneurs et transmettre au maître d'ouvrage la fiche de travaux modificatifs accompagné du devis vérifié de l'entreprise est de cinq (5) jours calendaires à compter de la réception des devis.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Le maître d'œuvre dispose ensuite d'un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la notification de l'accord du maître d'ouvrage sur la nature et le prix des travaux, pour délivrer l'ordre de service correspondant.

Le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage les observations éventuelles faites par l'entrepreneur sur l'ordre de service délivré à prix provisoires.

Si ces délais ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt, sur ces créances, des pénalités dont le taux, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 Euros HT.

4.6. Clause de réexamen : Modifications du marché en cours d'exécution (article R2194-1 du CCP)

Conformément aux articles L 2194-1, L 2194-2 et R 2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'initiative de l'Anses pourront être apportées au marché. Elles seront dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence et ce, quel que soit leur montant.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles R 2432-6 et R 2432-7 du CCP.

Dans le respect de l'article R 2194-1 du CCP, toute autre modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre
- des missions complémentaires nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise)
- du remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire (cessation d'activité, cession de contrat, décès, ...). Le titulaire unique pourra proposer à l'Anses la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

CHAPITRE 2 – EXECUTION DE LA MISSION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

ARTICLE 5 - CONSULTATION DES ENTREPRISES, OUVERTURE DES OFFRES ET CHOIX DES ENTREPRISES

Après l'ouverture des plis contenant les offres, le maître de l'ouvrage transmet au maître d'œuvre, pour avis, un dossier complet des propositions reçues. Le maître d'œuvre ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ce dossier et doit respecter le caractère secret des prix enregistrés à l'ouverture des offres.

Le maître d'œuvre établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport d'analyse des offres dans lequel il indique pour chacune des offres, notamment :

- les points forts et les points faibles sur lesquels elle ne serait pas conforme à la consultation,
- les réserves éventuelles qu'elle contient, notamment la détection et le signalement des offres pouvant être considérées comme anormalement basses ;
- les imprécisions, erreurs ou omissions relevées dans la décomposition du prix global et forfaitaire et dans l'offre.

Ce rapport, après réception du dossier complet des offres des entreprises, doit être remis dans le délai fixé dans l'acte d'engagement, au maître d'ouvrage. Celui-ci décide des contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires.

Le choix définitif des entrepreneurs à retenir appartient au maître de l'ouvrage qui reste libre de suivre ou non les propositions du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément à la mission confiée à l'article 3.1 du présent CCAP, la direction des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

A ce titre, il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre organise des réunions de chantier hebdomadaires auxquelles peuvent assister les représentants du maître d'ouvrage. Il rend compte par écrit au maître de l'ouvrage après chaque réunion de chantier.

Le maître d'œuvre fixe le jour et l'heure des réunions de chantier hebdomadaires. Il en informe le maître d'ouvrage.

Une réunion sur deux au moins se tient en la présence de l'architecte mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre. Les autres réunions peuvent être dirigées par un représentant dûment qualifié du maître d'œuvre, agréé par le maître d'ouvrage.

Ces réunions sont complétées par des visites de chantier effectuées par le maître d'œuvre ou par son (ou ses) représentant(s). Ces visites seront fréquentes et inopinées principalement au cours des périodes importantes de la vie du chantier.

Le maître d'œuvre tient un cahier de chantier où sont consignés ses visites et ses constatations, les ordres de service qu'il donne, les conditions climatiques qui jouent un rôle sur le déroulement des travaux, les visites et observations du contrôleur technique, du conducteur d'opération, etc.

Ce cahier est la propriété du maître d'ouvrage à qui il est remis en fin d'opération.

En dehors de ceux définis dans le marché de travaux (et qui sont à la charge de l'entrepreneur) le maître d'œuvre peut prescrire, pour les ouvrages, d'autres essais et contrôles avec l'accord préalable du conducteur d'opération.

Lorsque le maître d'œuvre présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il peut jusqu'à l'expiration du délai de garantie prescrire, par ordre de service après accord du maître d'ouvrage, les mesures de nature à

permettre de déceler ce vice. Ces mesures peuvent comprendre, le cas échéant, la démolition partielle de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut également exécuter ces mesures lui-même ou les faire exécuter par un tiers, mais les opérations doivent être faites en présence de l'entrepreneur ou celui-ci ayant été dûment convoqué, en application de l'article 39 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 7 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES

Le maître d'œuvre doit, contradictoirement avec l'entrepreneur, dresser un état des lieux avant la mise à disposition du maître de l'ouvrage de certains ouvrages ou parties d'ouvrage. C'est le cas lorsque le marché de travaux (ou un ordre de service) prescrit à l'entrepreneur de mettre - pendant une certaine période - certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage (sans que celui-ci en prenne possession) afin de lui permettre d'exécuter (ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs) des travaux autres que ceux prévus au marché, conformément à l'article 43 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 8 – RECEPTION DES TRAVAUX

Les dispositions des articles 41 et 42 du CCAG Travaux sont applicables.

ARTICLE 9 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement de l'ensemble des travaux et interventions nécessaires à la réalisation complète de l'opération telle que définie à l'article 1 du présent CCAP (construction du bâtiment, démantèlement des existants, remise en état de la parcelle à l'issue des étapes de construction et démolition) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le délai de garantie de parfait achèvement est défini à l'article 44.1 du CCAG travaux.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 10 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-PI, seul le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de décider d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacun des éléments de mission tels que définis à l'article 3.1 du CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. Elle entraîne la résiliation du marché.

CHAPITRE 3 – ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PENALITES

ARTICLE 11 - ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE REALISATION DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU BATIMENT ET LES AMENAGEMENTS EXTERIEURS (ESPACES VERTS PAYSAGES, VOIES DE CIRCULATIONS DIVERSES)

11.1. Avant la passation des marchés de travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base de l'exécution des études d'avant-projet définitif (APD).

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de tous les frais financiers ;
- des frais éventuels de coordination hygiène et sécurité.

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo études) fixé par l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre qui s'y engage, à reprendre gratuitement les études pour les rendre compatibles avec l'enveloppe financière.

Après réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues au § coût de référence des travaux ci-après.

► Tolérance sur le coût prévisionnel

Le coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

► Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 4.6.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 des études s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

► Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer la procédure de passation infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au cahier des charges initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à nouveau à un dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 7 jours calendaires suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 7 jours calendaires à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation ou engager une nouvelle négociation.

11.2. Après la passation des marchés de travaux

▮ Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux notifiés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre s'engage par écrit sur le respect du coût de réalisation issu des marchés de travaux conclu par le maître d'ouvrage assorti d'un taux de tolérance prévu ci-après.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des marchés de travaux.

▮ Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un seuil de tolérance de 5 %.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

▮ Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors actualisation ou révision de prix.

▮ Pénalité pour dépassement de seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé dans l'acte d'engagement multiplié par deux.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 12 - ENGAGEMENT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE LA DECONSTRUCTION DES BATIMENTS EXISTANTS.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de la déconstruction des bâtiments existants à l'issue de la phase avant-projet de la mission de maîtrise d'œuvre relative à la démolition/déconstruction.

Ce coût prévisionnel fera l'objet d'une validation par la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'œuvre s'engage à respecter ce coût sous réserve des sanctions prévues ci-après.

Le coût prévisionnel est la somme des montants sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la déconstruction à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;

- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de tous les frais financiers ;
- des frais éventuels de coordination hygiène et sécurité.

Le coût prévisionnel de la déconstruction est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo études) fixé par l'acte d'engagement.

A l'issue de la mise en concurrence relative à la passation du marché de déconstruction, si le coût de l'offre arrivant en 1ère position sur la base des critères de jugement des offres est supérieur de 20% au coût prévisionnel sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, il sera appliqué la pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé dans l'acte d'engagement multiplié par deux.

ARTICLE 13 – PENALITES POUR RETARD

13.1. Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

Lorsque l'un des délais fixé à l'acte d'engagement est dépassé, le maître d'œuvre subit, sur ses créances, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le taux, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 200 Euros HT en **dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI**.

Pour l'application des pénalités, il sera pris en compte les dates de démarrage indiquées à l'article 13.1. En tout état de cause, les délais d'examen des documents par le maître d'ouvrage ainsi que ceux exigés pour le passage devant les différentes commissions et organismes de contrôle sont à exclure pour la mise en jeu de ces pénalités.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité prévue à l'article 4.4 du CCAP.

Si ce délai indiqué à l'article 4.5 du présent CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, l'application d'une pénalité telle que définie à l'article 4.5.

13.2 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final **Pénalités pour retard**

Si le délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ces créances, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le taux, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 Euros HT.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs, la pénalité applicable est égale au montant des intérêts moratoires versés.

13.3 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages, augmenté du coût des travaux non prévus, dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 11, des retenues peuvent être appliquées, à la diligence du maître d'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

CHAPITRE 4 – LIVRABLES - DELAIS

ARTICLE 14 - PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

14.1. En phase Etudes

► Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre

- Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans l'acte d'engagement.
- Présentation des documents

En application de l'article 26.4.2 du CCAG-PI, le maître d'œuvre avise le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents d'études pourront être présentés en vue des vérifications.

- Point de départ des délais (construction et déconstruction)

Éléments de Mission	Date de démarrage
APS (Mise au point APS concours)	Notification Marché valant ordre de service de démarrage
APD	Approbation MOA sur APS (construction) OS de démarrage de la mission (déconstruction)
Dossier de demande de PC	Approbation MOA sur APD (construction)
PRO	Approbation MOA sur APD
DCE	Approbation MOA sur PRO
Examen offres des entreprises	Réception des offres par le MOE
VISA	Réception des documents d'études d'exécution
Remise du DOE	Décision de réception rendue par la MOA

- Nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage et format pour la remise des études

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage en 2 exemplaires papier et un exemplaire électronique (clé USB, Cdrom...) ou envoi par plateforme de transfert au format suivant :

- textes : Word
- pièces techniques : Excel
- pièces graphiques : Dwg et PDF

Le maître d'œuvre transmettra ces documents aux autres intervenants (OPC, CSPS, CT, ...) sous la forme qui sera souhaitée par les intervenants (électronique ou papier).

Aucun document ne sera accepté au seul format PDF.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée.

► Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

Chaque dossier d'études (APS, APD, PRO, ACT, VISA, AOR) fait l'objet d'une décision par le pouvoir adjudicateur (réception, ajournement, réception avec réfaction, rejet) dans un délai maximum de trois semaines à compter de la réception par le maître d'ouvrage du document à réceptionner, **par dérogation à l'article 26.2 du CCAG-PI.**

La décision peut être notifiée par tout moyen, matériel ou dématérialisé, permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

Les documents formant les dossiers d'études ainsi que le dossier des ouvrages exécutés doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

14.2. En phase Travaux



Les décomptes des entrepreneurs seront remis au maître d'œuvre non pas via Chorus pro mais par courrier ou par mail permettant de donner une date certaine à la réception. Le maître d'œuvre sera ensuite chargé de dématérialiser les décomptes des entrepreneurs dans Chorus Pro lors de l'envoi au maître d'ouvrage.

► Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Conformément à l'article 13 du CCAG- travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (modifié par l'arrêté du 3 mars 2014), le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG-Travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage via Chorus Pro en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié. Il devra utiliser le cadre de facturation A15 pour transmettre les factures via chorus pro à la maîtrise d'ouvrage.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, à la notification de l'état d'acompte mensuel à l'entreprise et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours calendaires à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Si ce délai expire un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

► Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final de chaque marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3.1 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4.1 du CCAG Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs, à l'établissement du projet de décompte général et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 10 jours calendaires calculés à compter de la date de réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur.

14.3. Vérification des projets de décompte ou établissement du décompte en cas de défaillance du concepteur

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets d'acompte ou le décompte général de chaque marché de travaux dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte ou faire établir le décompte général aux frais du maître d'œuvre défaillant.

14.4. Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 20 jours calendaires à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

CHAPITRE 5 – REMUNERATION ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 15 – REMUNERATION DU MAÎTRE D'OEUVRE

15.1. Forfait de rémunération

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire.

Le forfait provisoire de rémunération pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et dans le programme du marché est fixé dans l'acte d'engagement. Il est calculé de la manière suivante :

Taux de rémunération t fixé dans l'acte d'engagement X enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement (le coût prévisionnel n'étant pas connu).

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Le forfait définitif de rémunération sera calculé de la manière suivante :

Taux de rémunération t fixé dans l'acte d'engagement X montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

L'avenant prévu à la clause de réexamen (article 4.6 du CCAP) fixe le coût prévisionnel de l'ouvrage et le forfait définitif de rémunération.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de cette opération.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-PI, le prix est révisable suivant les modalités fixées ci-dessous.

15.2. Modalités de révision

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{Imo}$$

dans laquelle Im et Imo sont les valeurs prises par l'index ING – Ingénierie – base 2010 identifiant 001711010, publié par l'INSEE et le Moniteur, respectivement pour le mois d'exécution « m » et le mois d'établissement des prix « mo » défini dans l'acte d'engagement.

Le mois « m » est déterminé comme suit :

a) Pour les éléments ESQ, APS, APD, PRO, ACT, et les missions complémentaires :
Index du mois au cours duquel l'élément de mission est remis au maître de l'ouvrage.

c) Pour les éléments VISA et DET (construction, démolition):
Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée.

d) Pour l'élément AOR (construction, démolition) :

Pour chacune des parties de l'élément AOR, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents ont été remis au maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement (pour la dernière partie).

La demande de révision se fait au maître d'ouvrage à l'initiative du titulaire) en indiquant de manière claire le nouveau prix et les indices pris en compte.

En cas d'erreur avérée sur les références de lecture des indices ou d'erreur dans la mise en œuvre de la formule de révision, l'Anses procède à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop-perçu ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Clause de sauvegarde :

La hausse du prix résultant de la révision ne peut être supérieure à 6 %. Si la hausse du prix excède 6%, l'Anses pourra limiter l'augmentation à 6 %.

Le maître d'ouvrage procède à la révision dès que les index correspondants à la date de révision sont publiés.
Aucune révision provisoire ne sera effectuée.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Si les prestations du marché ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision de prix est suspendue pour la partie des prestations non accomplies.

15.3. Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'OEUVRE

16.1. Avance

Une avance peut être accordée au titulaire conformément à l'article R 2191-3 du CCP.

Le titulaire exprime sa volonté de bénéficier de l'avance dans l'acte d'engagement ; en cas de silence il est considéré comme souhaitant bénéficier de l'avance.

La durée du marché étant supérieur à 12 mois, le montant de l'avance est fixé entre 15/% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché public (prestations non sous-traitées) divisé par la durée exprimée en mois.

L'avance sera versée au titulaire dans un délai maximum de 30 jours à compter du commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance forfaitaire s'effectuera par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire et commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra ou dépassera 65 % du montant initial du marché. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être ni révisé ni actualisé.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du CCP.

16.2. Les acomptes

16.2.1 - Rémunération des éléments et missions complémentaires

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de la mission sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si nécessaire, lors du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD, à un réajustement du montant.

Les prestations, objets des missions complémentaires, peuvent donner lieu à des acomptes mensuels sur demande du titulaire au prorata de l'avancement des travaux.

16.2.2 Echancier des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions suivantes :

Elément ESQUISSE et APS de la mission de base

L'établissement de l'acompte relatif aux éléments ESQUISSE et APS, après déduction de l'indemnité versée au titre du concours, est effectué après que le marché ait été notifié au maître d'œuvre et que la mise au point de l'APS a été validée.

Phases APD, PRO, ACT de la mission de base et de la mission démolition/déconstruction

Les prestations incluses dans ces éléments font l'objet d'un règlement dont la fréquence et le pourcentage par rapport au montant de la phase sont les suivants :

- 60% à la remise du dossier ;
- 40 % à la validation de la phase par le MOA.

Phase VISA de la mission de base, Synthèse EXE et de la mission démolition/déconstruction

La fréquence des règlements échelonnés dans le temps de la mission VISA se fera en fonction de l'avancement.

Phases DET et AOR de la mission de base et de la mission démolition/déconstruction

Les prestations incluses dans les éléments de mission DET et AOR sont réglées comme suit :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Direction de l'exécution des contrats de travaux	85% en fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acompte mensuel 15% à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles de toutes les entreprises.
Assistance aux opérations de réception	40% à la fin des OPR sur remise au MOA des PV d'OPR et la proposition du MOE au MOA. 40% à l'issue du prononcé de la réception sans réserve ou à l'achèvement des levées de réserves, 20% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG- travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG.

Pour la mission commissionnement des installations techniques :

A l'issue de chaque phase de la mission de base sur présentation du rapport de commissionnement correspondant à ladite phase

Les acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus, sont calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, par moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique et indique successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte-tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études, calculées conformément à l'article 13 du présent CCAP.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) La différence entre le montant du décompte périodique P et le montant du décompte précédent;
- 2) L'incidence de la révision des prix appliquée conformément au présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente;
- 3) L'incidence de la TVA;
- 4) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée, éventuellement, des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

16.3. Le solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 9 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde.

16.3.1 - Projet de décompte final

Le projet de décompte final est établi par le maître d'œuvre.

Les concepteurs feront apparaître le détail des rémunérations allouées à chaque membre du groupement.

16.3.2 - Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage fait apparaître :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final.
- b) La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résultent des marchés de travaux tels que définis à l'article 11.2 du présent CCAP.
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre.
- d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final contractuel.

16.3.3 – Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus.
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage.
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence des postes a) et b) ci-dessus.
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ;
- e) L'incidence de la TVA.
- f) L'état du solde à verser au titulaire; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus.
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général. Dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de notification, le maître d'œuvre fait connaître au maître d'ouvrage son acceptation, ses réserves ou son refus. Si le décompte général est accepté, il devient définitif.

16.4. Facturation électronique

Les demandes de paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Mentions d'identification :
 - Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Identifiant Siret de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).
- Éléments concernant la facture :
 - la date d'émission de la facture ;
 - le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Éléments concernant la prestation facturée :
 - la date d'exécution de la prestation ;
 - la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché



Le dépôt des factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr/ ; solution gratuite). Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement à utiliser : le numéro de CENG

Il n'est pas souhaitable que les factures soient envoyées à la fois par mail, et/ou par Chorus Pro et/ou par voie postale. La multiplication des envois peut être source d'erreurs et nuire considérablement au délai global de traitement de vos factures. Il est demandé un seul envoi sur un seul support.

Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées selon les modalités susvisées, le contact est servicefacturier@anses.fr ou 01.77.74.17.22

16.5. Modalités de financement et de paiement – intérêts moratoires

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre.

Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement pour le titulaire, ou pour le sous traitant payé directement, il sera procédé au versement d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

16.6. Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex



Dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal

ARTICLE 17 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

17.1. Régime des connaissances antérieures

Par dérogation aux dispositions de l'article 24 du CCAG-PI, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le maître d'œuvre met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

17.2. Régime des droits de propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comporte des attributs d'ordre moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial.

Seuls les droits patrimoniaux de l'auteur, qui comprennent le droit de reproduction et le droit de représentation sont librement cessibles.

L'architecte jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. A la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

L'option A du CCAG-PI est retenue.

Par dérogation aux dispositions de l'article A25 les stipulations suivantes s'appliquent au présent marché.

17.2.1. Droits du pouvoir adjudicateur et des tiers désignés dans le marché

1. La reproduction consiste dans la fixation matérielle de l'œuvre.

Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, le droit de reproduction comporte en particulier, dans le respect des droits moraux, le droit de reproduire les résultats, en tout ou partie et en l'état, c'est-à-dire de réaliser ou de faire réaliser les ouvrages, objets du marché, par tous procédés et sur tous supports, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Il s'agit de l'utilisation des résultats pour la réalisation des ouvrages ou équipements objets du marché.

Le maître d'ouvrage peut diffuser les plans, avec mention du nom de l'auteur et après accord de ce dernier, à l'ensemble des intervenants qui concourent à la réalisation de l'ouvrage.

2. Le droit de représentation comporte, dans le respect des droits moraux, le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, pour les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment à des fins d'information et de communication du pouvoir adjudicateur. Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, la représentation est la communication au public de l'œuvre, en projet ou réalisée, à des fins autres que la réalisation des ouvrages ou équipements objets du marché, telle que, par exemple, l'exposition des œuvres après un concours.

3. L'exercice de ces droits patrimoniaux se fait dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Au titre de son droit moral, l'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à la personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible.

Concernant les marchés de maîtrise d'œuvre, l'auteur a droit tout particulièrement :

- d'inscrire son nom et sa qualité sur son œuvre, qu'il s'agisse des plans d'études, de conception ou de l'édifice lui-même, et d'exiger que son nom y soit maintenu

- de voir préciser ses nom et qualité à l'occasion de la publication des plans ou photos de l'édifice
- de veiller au respect de sa signature
- de veiller au respect de son œuvre, ce droit autorisant l'auteur s'opposer à la modification de son œuvre en cas de dénaturation et à les faire sanctionner.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre, préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre qui n'auraient pas fait l'objet d'une autorisation spécifique dans les documents particuliers du marché et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral du concepteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

4. Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché, les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Ces droits comprennent les droits patrimoniaux de reproduction et de représentation des résultats des prestations décrites dans le marché en vue de leur exploitation sur tout support, dans le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Le prix de la concession est compris de façon forfaitaire et définitive dans la rémunération perçue par le titulaire au titre des prestations objets du présent marché.

5. Tout acte d'exploitation des résultats mentionnera le nom du titulaire du marché ou de tout autre auteur.

17.2.2. Dispositions communes

De manière générale, le maître d'œuvre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats, lorsque celle-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet du marché.

En cas de résiliation du marché pour quelque cause que ce soit, le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché demeurent licenciés, dans le respect du droit moral du concepteur initial, de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont la possibilité, après accord du maître d'œuvre, de transférer à des tiers autres, le droit d'utiliser les résultats dans les limites de l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché peuvent librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées dans le présent marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité pour le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, pour la mise en œuvre de leurs droits dans le respect de l'article 5 du CCAG-PI.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire du marché et des auteurs.

17.2.3. Garanties des droits

Le maître d'œuvre garantit au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du marché, à l'exclusion des droits des éventuels auteurs précédents.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les résultats et les connaissances antérieures;

- qu'il indemnise le maître d'ouvrage et tout tiers désigné dans le marché, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel le maître d'œuvre aurait sciemment et en toute connaissance de cause porté atteinte. Si le maître d'ouvrage ou les tiers désignés dans le marché sont poursuivis pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de leur part, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du maître d'ouvrage conformément aux stipulations du marché, ils l'en informent sans délai et ce dernier pourra alors intervenir à l'action judiciaire.

La responsabilité du maître d'œuvre ne sera pas engagée pour toute réclamation concernant :

- les connaissances antérieures que le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont fournies au maître d'œuvre pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du maître d'ouvrage ou des tiers désignés dans le marché ;
- les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de la réclamation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le maître d'ouvrage ou les tiers désignés dans le marché ou à leur demande expresse.

17.2.4. Droits du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre détient la propriété des droits et titres afférents aux résultats. Il conserve la propriété des droits et connaissances acquis antérieurement à la passation du marché. Il peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats qu'il a générés, dans les conditions définies ci-après.

Le maître d'œuvre s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits à l'image du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut librement publier les résultats, sauf stipulation contraire du marché et sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées à l'article 5 du CCAG-PI.

Toute publication doit mentionner le nom du maître d'ouvrage.

17.2.5. Exploitation des résultats à des fins commerciales par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre

Une convention spécifique précise, en cas d'exploitation commerciale des résultats par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage ou par ou les tiers désignés dans le marché, les modalités de cette exploitation commerciale, et notamment :

- la durée de l'exploitation;
- le montant et les modalités de calcul de la redevance;
- les modalités de contrôle des versements effectués.

ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

18.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 33 du CCAG-PI est fixée à 4% de la partie résiliée du marché.

18.2. - Résiliation du marché aux torts du maître d'oeuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 à 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'oeuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 30.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations ou en cas de résiliation pour faute du titulaire, l'Anses pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 36 du CCAG-PI.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou d'une autre commande après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à

exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique

Le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du seuil de tolérance.

18.3 – Résiliation co-traitant

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché.

En conséquence, les articles du CCAG-PI, traitant de la résiliation ainsi que les clauses ci-dessus s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 19 - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Si le délai d'exécution des travaux est anormalement prolongé du fait du maître d'ouvrage ou d'un entrepreneur, en dehors de toute responsabilité du maître d'œuvre, celui-ci est indemnisé sur la base de l'élément "direction de l'exécution des travaux" au prorata de la durée supplémentaire de sa mission ramenée à celle prévue au calendrier contractuel d'exécution des marchés de travaux.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le Tribunal Administratif de Melun est le seul compétent.

ARTICLE 21 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, ou en cas de groupement, le mandataire et les co-traitants, doivent justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'ils ont contracté les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés, le marché pourra être résilié, conformément à l'article 32 du CCAG/PI.

ARTICLE 23 - DEROGATIONS AU CCAG-PI.

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant les dérogations
3.5	1.5.2
4.1	2.1
14	4.5
20	10
14.1	13.1
26.2	14.1
13.3	14.4
10.1.1	15.1
24	17.1
A25	17.2

Annexe

Contenu de la mission de base

ETUDES D'ESQUISSE (ESQ)

Les **études d'esquisse** ont pour objet de :

- proposer une ou plusieurs solutions 'ensemble, traduisant les éléments majeurs du programme, d'en présenter les dispositions générales envisagées, d'en indiquer les délais de réalisation et d'examiner leur comptabilité avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux ;
- vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site et proposer, éventuellement, des études géologiques et géotechniques, environnementales ou urbaines complémentaires.

ETUDES D'AVANT PROJET SOMMAIRE (APS)

Les **études d'avant projet sommaire** ont pour objet :

- de préciser la composition générale en plan et en volume ;
- d'apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage ;
- de proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ;
- de préciser le calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles ;
- d'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

ETUDES D'AVANT PROJET DEFINITIF (APD)

Les **études d'avant-projet définitif** ont pour objet de :

- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- définir les matériaux ;
- justifier les solutions techniques retenues ;
- permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'oeuvre et nécessaires à l'obtention éventuelle du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

ETUDES DE PROJET (PRO)

Les **études de projet** ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en oeuvre ;
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques ;
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.

ASSISTANCE MAITRE D'OUVRAGE POUR PASSATION DES CONTRATS (ACT)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;

- préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat, ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'oeuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître de l'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation, la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux.
- préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

VISA DES DOCUMENTS DES ENTREPRENEURS

Lorsque les études d'exécution sont partiellement ou intégralement réalisées par les entreprises par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

DIRECTION DE L'ETUDE DU OU DES CONTRATS (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux qui a pour objet de:

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées;
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes auxdits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction décelables par un homme de l'art;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un;
- délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier;
- informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables;
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général;
- donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

ASSISTANCE RECEPTION ET GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

SYNTHESE DES ETUDES D'EXECUTION

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission EXE partielle, limitée à l'exécution des plans et études de synthèse.

La réalisation des études de synthèse a pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'états, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduit par les plans de synthèse qui représente au niveau du détail d'exécution sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrages, des équipements et des installations.

Les éléments d'exécution fondés sur le projet approuvé par le maître d'ouvrage, sont établis par les entreprises des lots concernés. Ils comprennent tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants et définissent les travaux dans tous leurs détails.

COMMISSIONNEMENT DES INSTALLATIONS TECHNIQUES

La mission de commissionnement a pour objet « l'ensemble des tâches pour mener à terme une installation neuve afin qu'elle atteigne le niveau des performances contractuelles et créer les conditions pour les maintenir. »

Face à la complexité de fonctionnement sans cesse accrue des installations techniques des bâtiments notamment lorsqu'il s'agit de laboratoires à ambiances contrôlées, l'objectif de cette mission est de veiller, de la conception du bâtiment à sa mise en service à la convergence entre les objectifs esquissés dans le programme des travaux et le résultat réel lors de l'exploitation.

Il s'agit de palier dès la conception du bâtiment aux possibles surconsommations énergétiques qui seraient dues à des choix techniques ou des consignes et des plannings de fonctionnement inadaptés, des régulations d'installations non optimisées.

La réalisation de cette mission doit permettre :

- D'anticiper les problèmes d'exploitation en intégrant le commissionnement dès les phases de conception
- De vérifier la performance des systèmes afin d'améliorer l'efficacité énergétique, réduire les coûts d'exploitation, assurer le confort des occupants et limiter les problèmes de maintenance
- De vérifier l'exploitation optimale des systèmes en les testant et en accompagnant les exploitants dans la prise en main des installations et pendant toute l'année de parfait achèvement.
- D'informer les occupants sur les bonnes pratiques « énergétiques » et leurs impacts sur les consommations.

A l'issue de sa mission un rapport de commissionnement sera remis au maître d'ouvrage.

DEMOLITION ET DECONSTRUCTION DES BÂTIMENTS EXISTANTS

La mission de maîtrise d'œuvre démolition et déconstruction concerne la démolition de toutes les constructions existantes sur le site et a pour objectif de garantir le déroulement de ces travaux à risques, dans des conditions de sécurité maximale tout en respectant les exigences de délai, de coût, et de qualité.

Elle comprend les éléments suivants :

1-Phase Conception :

1.1 Analyse de l'existant,

Après avoir visité les lieux, recueilli et analysé les plans et documents à disposition, le maître d'œuvre devra être en mesure de définir les différentes actions à faire réaliser en vue de la rédaction d'un dossier de consultation.

A l'issue des analyses réglementaires et techniques, le Maître d'œuvre établit un rapport permettant de renseigner le Maître d'ouvrage sur :

- L'état général des bâtiments ;
- L'éventuelle nécessité de confier des diagnostics complémentaires ou des travaux d'investigation à des spécialistes habilités.

Ce rapport a pour objectif d'appréhender aussi complètement que possible l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la démolition des ouvrages.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le Maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le Maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre a un devoir de conseil envers le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre établit et transmet au Maître d'ouvrage une enveloppe budgétaire sommaire.

1.2 Etablissement d'un avant-projet

Le Maître d'œuvre complète les documents fournis par le Maître d'ouvrage et établit ceux qui le concernent
Le maître d'œuvre sera en charge de :

- L'établissement de toutes les pièces nécessaires aux démarches administratives (DICT, permis de démolir, etc.) ;
- L'établissement des plans des structures à démolir, ainsi que tous les éléments enterrés accompagnés de gabarits de ces ouvrages ;
- Présenter les dispositions générales techniques envisagées ;
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic.
- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- D'établir des documents nécessaires à la gestion des risques particuliers ;
- Décrire des solutions techniques retenues, pour la démolition, la décontamination, ainsi que tous les ouvrages provisoires éventuels (travaux ou portage) en coordination avec le CSPS ;
- D'évaluer le coût prévisionnel des travaux de démolition/déconstruction et permettre l'établissement du forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues par le marché de Maîtrise d'œuvre ;
- Fournir un planning détaillé prévisionnel.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200ème et certains détails au 1/100ème.

1.3 Permis de démolir

Le maître d'œuvre est en charge de rédiger le permis de démolir et de le transmettre à la maîtrise d'ouvrage. Il en assurera le suivi jusqu'à son obtention.

Le permis de démolir sera constitué des pièces nécessaires à son dépôt.

1.4 Suivi de la réalisation des suppressions de branchements

Le Maître d'œuvre réalisera pour le compte du Maître d'ouvrage les Demandes de Renseignement / Déclarations de projets de Travaux de démolition auprès des concessionnaires, ainsi que leurs suivis (réclamations de rapport, attestations, plans ; suivi des sondages sous voirie avec le concessionnaire si nécessaire).

Le maître d'œuvre sera en charge :

- D'activer les demandes de débranchements auprès des concessionnaires ;
- Demander les devis et vérifier les devis des concessionnaires ;
- Suivre les travaux ;
- Recoller les attestations.

2- Phase ACT

L'assistance à la passation des marchés a pour objet :

- D'établir le dossier de consultation des entreprises ;
- D'analyser les offres

2.1 Etablissement du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le maître d'œuvre sera en charge de préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause.

Le dossier fondé sur les études d'avant-projets approuvées par le Maître de l'ouvrage, ainsi que sur les prescriptions découlant du permis de démolir et autres autorisations administratives, a pour objet :

- De déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.
- De préciser par des plans, les différents éléments à démolir, ainsi que les préconisations relatives aux travaux à risque particulier ;
- De coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des travaux ;
- De réaliser un plan d'installation de chantier comprenant la position des bennes de recyclage, et un plan de circulation des engins et véhicules de chantier ;
- De décrire l'ensemble des travaux (de démolition et de décontamination, etc.), établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet et établir les phasages éventuels ;
- D'établir un schéma d'organisation de gestion des déchets optimisé ;
- D'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- De déterminer les mesures nécessaires afin de limiter les nuisances du chantier et prévoir les mesures et les moyens permettant le tri et le recyclage des matériaux.
- De suivre auprès des concessionnaires, les demandes de débranchements qui seraient nécessaires (demande de devis, suivi planning d'intervention, récupération des attestations de coupure, ...)

2.2 Analyse des offres

Le maître d'œuvre sera en charge :

- D'analyser les candidatures obtenues ;
- D'analyser les offres des entreprises, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation,
- D'établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation ;
- De préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le Maître de l'ouvrage.

3 - Phase suivi de réalisation de travaux

3.1 Suivi des études d'exécution (VISA)

Le Maître d'œuvre dans le cadre du chantier exécutera :

- Le visa des études et /ou plans d'exécution et de synthèse faites par le ou les entreprises et la participation à la cellule de synthèse
- La validation des plans de retrait des matériaux ou/et matériels à risques particuliers (amiante, plomb, bois, etc.) fourni par l'entreprise.
- La validation des éléments nécessaires à la préparation de chantier (plan d'installation, planning, ...)
- Le suivi des débranchements des réseaux (eau, gaz, électricité...) récolement des attestations de coupures.
- La vérification des filières d'élimination des déchets par la production des certificats d'acceptation préalables et conformément au Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;.

3.2 Direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET)

Le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission devra :

- Délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;

- S'assurer que les travaux de démolition /déconstruction en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par le ou les entrepreneurs, établir le décompte général ;
- Donner un avis au Maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'Entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général,
- Assister le Maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des Entreprises ;
- Vérifier de la conformité de l'évacuation des déchets issus du chantier. Suivre la production et vérification des bordereaux de suivi de déchets (BSD et BSDA) dans le cadre d'un tableau annexé au compte rendu hebdomadaire et s'assurer de la constitution par le ou les entreprises d'un registre de suivi des déchets.

3.3 Assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation.
- Le Maître d'œuvre devra veiller particulièrement à ce que les DOE soient précis (plans topographiques, relevé des ouvrages enterrés laissés en place, copie des bordereaux de suivi de déchets avec récapitulatif).

Liste des documents qui seront remis par le maître d'ouvrage aux candidats admis à concourir

- Dossier graphique : plans, façade et coupes des bâtiments et ouvrages construits sur le site ; plan de géomètre ; plans de réseaux. Liste non exhaustive : le maître d'ouvrage mettra à disposition du maître d'œuvre l'ensemble des documents dont il dispose).
- Tableaux de surface.
- Des diagnostics approfondis amiante, plomb etc...avant travaux seront réalisés à la charge du maître d'ouvrage. Leur délai de validité étant limité, ils seront réalisés au moment où ils seront nécessaires à l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ci-avant décrite.